

L'indépendance énergétique

QUAND LE PEUPLE PREND EN MAIN SES RESSOURCES

(Extrait du *Manifeste pour le Socialisme*)

Substituer aux importations d'énergie et de matières premières l'exploitation des ressources nationales constitue donc un élément décisif de l'édification économique du socialisme dans les premières années et notamment dans la phase d'un éventuel blocus. Si l'on se réfère aux résultats dérisoires des efforts de la bourgeoisie pour atténuer la dépendance énergétique actuelle maintenant que les producteurs de pétrole résistent aux pressions impérialistes, il paraît utopique d'espérer aboutir à une autosuffisance énergétique rapide. Mais cela ne vaut pas car, conformément à sa nature, le capitalisme ne peut mettre en œuvre une politique énergétique que sur la base des critères de rentabilité et de profit. Or ceux-ci aboutissent à laisser inexploitées de nombreuses sources énergétiques nouvelles ou anciennes. La logique du socialisme est tout autre : la priorité est politique. Pour donner au socialisme une base économique indépendante toutes les ressources énergétiques seront sollicitées.

Aujourd'hui les 3/4 de l'énergie sont importés et le pétrole constitue les 2/3 de ce qui est consommé en France. Cela résulte de la politique du «tout-pétrole» développée à la fin des années 50 qui s'est traduite par l'arrêt de l'équipement hydraulique de la France, par la politique de liquidation des charbonnages et par le blocage de la mise en œuvre des énergies nouvelles (géothermie ou énergie solaire par exemple). En fait la France peut acquérir en quelques années son autonomie énergétique complète.

En premier lieu la consommation globale d'énergie peut être diminuée à court terme par la suppression de nombreux gaspillages liés à l'anarchie de la production capitaliste et au développement d'activités parasites. Quand on sait que les transports engloutissent un cinquième de l'énergie totale et que le «tertiaire» en consomme 17 % on imagine les économies d'énergie qu'il est possible de réaliser par le réaménagement du territoire et par ses conséquences sur les transports ainsi que par l'élimination progressive des activités «tertiaires» liées au pourrissement de la société actuelle.

D'autre part cette autonomie peut être atteinte en développant massivement les sources d'énergies nationales. La prise en main par les masses de cette tâche, dont l'enjeu politique doit être rendu clair, par un large débat sur l'édification des bases économiques du socialisme, pour permettre de réaliser ce que la bourgeoisie, avec son point de vue borné par le profit, considère aujourd'hui comme impossible. Prenons des exemples.

En 1952, l'EDF estimait qu'il était possible de produire 75 milliards de kWh à partir des importantes ressources hydrauliques de la France. Actuellement, plus de 20 ans après, l'EDF n'en produit que 50 milliards. De plus des évaluations récentes prouvent qu'en exploitant toutes les ressources disponibles, c'est 100 milliards, c'est-à-dire le double de la production actuelle, qu'il est possible d'obtenir. Construire des milliers de petits barrages «au fil de l'eau» de quelques kWh, voilà qui est inconcevable aujourd'hui mais que les masses peuvent réaliser.

Autre exemple : la production charbonnière, condamnée par le capitalisme alors qu'il existe l'équivalent de 30 années de la consommation actuelle, sous terre, sur la base des gisements prospectés. Les réelles difficultés d'extraction du charbon notamment dans le Nord-Pas de Calais ne servent aux Houillères qu'à justifier la récession charbonnière tout en imposant aux mineurs l'aggravation de leur exploitation. La nouvelle politique bourgeoise du «tout électrique» fondée sur son programme nucléaire, entraîne, dans sa logique, le refus d'une véritable relance charbonnière. Ici aussi les masses, déployant leur énergie pour répondre aux besoins d'ensemble

de la société tout en apportant toute leur attention aux exigences particulières des mineurs liées au travail du charbon, peuvent résoudre les problèmes posés par une large relance de la production charbonnière. La Lorraine, riche en charbon à coke nécessaire à la sidérurgie, disposant de réserves évaluées à 800 millions de tonnes, peut apporter une contribution importante. Les petits gisements «en découverte» du Midi peuvent fournir à court terme un appoint substantiel à la production charbonnière. Mais la mise en exploitation de nombreuses réserves parfois importantes comme dans le Jura (200 millions de tonnes de charbon cokéfiable) ou plus limitées comme dans la Creuse, la Nièvre, l'Allier... apportera non seulement des compléments utiles mais encore constituera aussi un facteur d'industrialisation locale qui favorisera le réaménagement du territoire et la réduction des différences entre ville et campagne.

De plus une large prospection, s'appuyant sur une large mobilisation des masses et sur l'emploi des techniques les plus modernes disponibles, permettra sans aucun doute de découvrir d'autres petits gisements.

Les ressources géothermiques aujourd'hui pratiquement inexploitées sont importantes puisque, sur la base d'un repérage très peu systématique, on estime que cette énergie peut fournir à court terme chaque année l'équivalent de 10 millions de tonnes de pétrole (un dixième de la consommation totale) et atteindre l'équivalent de 40 millions de tonnes de pétrole par l'exploitation des différents gisements connus. Cette énergie bien adaptée au chauffage des logements mais qui peut également servir à la production d'électricité est très économique. La mise en place des installations qui font appel à l'équipement d'exploitation pétrolière pourra être réalisée progressivement et apporter au bout de quelques années une substitution importante pour le chauffage urbain.

Mais qu'en sera-t-il du pétrole ? Les ressources nationales connues sont pratiquement nulles alors que l'on consomme plus de 100 millions de tonnes par an. L'arrêt des importations de pétrole pourrait être compensé assez rapidement par la substitution d'autres sources d'énergie à un grand nombre d'emplois : la production d'électricité thermique (actuellement 15 millions de tonnes de pétrole), le chauffage domestique (31 millions de tonnes). Mais il reste un certain nombre d'usages pour lesquels une énergie de substitution est difficile à mettre en œuvre : c'est d'une part le cas des carburants (20 millions de tonnes) et du pétrole comme matière première pour la pétrochimie (8 millions de tonnes). En ce qui concerne l'emploi du pétrole comme carburant, il faut souligner que d'importantes économies résulteront d'une part d'une meilleure organisation de l'activité sur le territoire qui réduira les besoins de transport et d'autre part, le remplacement dans de nombreux cas des transports routiers par d'autres modes de transport et notamment par le train, permettant de réduire considérablement la consommation d'énergie. Notons par exemple qu'une tonne de marchandise transportée dans des trains complets consomme 4 à 5 fois moins d'énergie que par camion.

Il reste que les besoins irréductibles de pétrole subsisteront pendant toute une période. Un effort devra donc être fait pour produire du pétrole, même en petite quantité. Toutes les possibilités seront exploitées : ressources nationales de pétrole, schistes bitumineux (en bordure du bassin parisien notamment) et pétrole de synthèse. Les ressources en schistes bitumineux évaluées à l'équivalent d'un milliard de tonnes de pétrole rien que pour les gisements du bassin parisien prouvent que s'il subsiste des problèmes technologiques et écologiques à résoudre, il est tout à fait faux de dire que la France n'a pas de pétrole...